

# Halte aux destructions des camps de Roms, aux expulsions de travailleurs et d'élèves étrangers !

## Mouvement spontané des lycéens contre la politique de l'immigration

Mercredi 9 octobre, Léonarda Dibrani, 15 ans, élève au collège André Malraux de Pontarlier est expulsée au Kosovo ; samedi 12 octobre, Khatchik Kachatryan, 19 ans, élève au lycée professionnel Camille-Jenatzy dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est expulsé vers l'Arménie. 15 000 lycéens descendent alors dans les rues d'une douzaine de villes à la veille des vacances scolaires.

Ces jeunes ont eu raison. Assez de flics contre leurs camarades d'origine étrangère ! Assez des bulldozers pour écraser les roulottes et les poussettes des bidonvilles ! Assez des propos racistes au plus haut niveau de l'État !

Pour la bourgeoisie, il y a étranger et étranger. Les princes polygames du Golfe arabo-persique, qui transforment en esclaves les ouvriers immigrés de leurs chantiers, qui interdisent les syndicats et les partis, qui imposent une religion d'État, qui oppriment les femmes... sont accueillis avec tous les honneurs et les fastes de « la République ». Par contre, les familles Roms venues de Roumanie, Bulgarie... où elles étaient paupérisées et souvent persécutées sont désignées par le FN, l'UMP et le gouvernement PS-EELV-PRG comme des boucs émissaires qui doivent être chassés sans pitié.

« L'insertion ne peut concerner qu'une minorité car, hélas, les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays. » (*Le Figaro*, 14 mars 2013) ; « ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation. » (Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, *France inter*, 24 septembre 2013)

Si les plus pauvres des Roms servent ainsi de cible à la réaction, c'est dû à la crise capitaliste et au chômage qu'elle a entraîné, mais aussi à la politique délibérée de l'État bourgeois.

## 30 000 expulsions de pauvres par an au lieu de 25 000 : Hollande pire que Sarkozy

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls n'a nullement abrogé les lois, décrets et circulaires de Sarkozy, Besson, Hortefeux et Guéant. Au nom du peuple syrien, le gouvernement voulait intervenir militairement en Syrie, mais refuse d'ouvrir ses frontières aux

réfugiés qui fuient la répression féroce du régime d'Assad. Valls se vante d'avoir chassé de France 18 000 pauvres depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Il marginalise les Roms en détruisant leurs camps de fortune et leurs bidonvilles, en les expulsant alors même que la plupart sont citoyens de l'Union européenne. Ainsi, la boucle est bouclée, la plupart des Roms sont précarisés et livrés à des mafias.

« L'occupation sans titre des terrains conduit à des opérations d'évacuation des campements fréquentes qui, en l'absence d'autres solutions, renforce la précarisation et la marginalisation de ces populations. À ces évacuations des terrains, viennent fréquemment s'ajouter les éloignements du territoire français. Ces procédures d'éloignements conduisent à des aller-retour permanents entre le pays d'origine et la France, qui contribuent, là-aussi, à renforcer l'instabilisation de ces populations, et à freiner toute insertion. » (Observatoire de santé Ile-de-France, *Situation sanitaire et sociale des « Roms migrants » en Île-de-France*, février 2012)

La révolte spontanée des lycéens a effrayé le pouvoir, si bien que Hollande a cru calmer le jeu en annonçant que la famille Dibrani ne pouvait pas revenir, mais que Léonarda

devait être séparée de ses parents. Valls a expliqué que la police devait arrêter et expulser des élèves qui n'ont rien fait de mal, mais en dehors des activités et lieux scolaires.

## Manoeuvres pour préserver les institutions et la « politique de l'immigration »

La mobilisation des jeunes a entraîné un sursaut salutaire du mouvement ouvrier, généralement discret sur les persécutions des Roms. Tous les partis d'origine ouvrière ont protesté, y compris LO qui avait demandé à Chirac en 2003 une loi contre le voile à l'école et du PCF qui avait demandé à Sarkozy en 2009 une loi contre le port de la burka dans la rue.

Néanmoins, le mouvement de la jeunesse est confronté à l'activité des bureaucraties politiques et syndicales qui tentent de le ramener dans le cadre du social-patriotisme et de l'État bourgeois. Les grands partis réformistes et les directions confédérales sont habitués à défendre « l'intérêt national »,



la « compétitivité » du pays, « l'industrie » française, la « République » bourgeoise. Aucun parti ouvrier, aucun syndicat ne revendique, pour les étudiants et les travailleurs, la liberté démocratique élémentaire de pouvoir circuler et s'établir librement dans le monde.

Les syndicats lycéens FIDL et UNL sont dirigée par le PS. Sans avoir de réelle base syndicale dans les collèges, les LP et les lycées, ils disposent des moyens matériels. S'étant placée à la tête du mouvement, la FIDL s'efforce de protéger le président et de canaliser sur la seule démission de Valls le rejet de la politique de l'immigration. La FIDL n'est pas la seule.

« *Le Parti de gauche exige la démission de Manuel Valls, ministre indigne de la République.* » (PdG, *Communiqué*, 16 octobre 2013)

Le PCF, défend l'honneur de « la République », c'est-à-dire l'État bourgeois français.

« *L'expulsion de la jeune collégienne est une honte pour la République... laver l'affront que viennent de subir les valeurs de la République.* » (Pierre Laurent, *Communiqué*, 16 octobre 2013)

Le dernier gouvernement qui comprenait Mélenchon et le PCF, celui de Jospin, s'était bien gardé d'annuler les lois contre l'immigration et de fermer les centres de rétention.

Le petit POI tente de dissimuler la responsabilité de la classe capitaliste française en mettant en cause « *les directives de l'Union européenne* » (Gluckstein et Schivardi, *Communiqué*, 18 octobre).

Mais la « politique de l'immigration » contre les travailleurs et les étudiants étrangers est décidée par chaque État bourgeois national, comme les cadeaux aux banques et aux groupes automobiles, la flexibilisation des salaires et des horaires de travail, les attaques contre les retraites des salariés, les impôts qui exemptent les riches et les groupes capitalistes, la répression policière, les interventions impérialistes à l'étranger. Tous les gouvernements d'Europe sont responsables des naufrages de Lampedusa.

Ce n'est pas seulement l'expulsion d'une collégienne qui est une honte, mais toutes les 30 000 expulsions opérées chaque année par les douaniers et les policiers de « la République », les restrictions antidémocratiques et xénophobes de tous les États bourgeois du monde, dont l'État français. Ce n'est pas seulement un ministre qu'il faut chasser, mais tout le gouvernement et tout l'appareil d'État.

## Pour la démocratie, pour l'internationalisme

L'extermination des Juifs et des Roms, deux minorités nationales d'Europe, par le régime nazi et ses complices (comme la police française et le gouvernement légal de Pétain), avait été préparée au 20<sup>e</sup> siècle par la recherche de boucs émissaires pour les défaites militaires et les crises capitalistes. Les capitalistes finançaient et armaient les partis fascistes qui attaquaient les grèves et les organisations ouvrières. Avec la crise capitaliste mondiale, tous les gouvernements bourgeois cherchent des exutoires au chômage et au déclin économique en ciblant les travailleurs étrangers et les minorités religieuses ou ethniques (ici, les musulmans et les Roms). Des partis fascistes comme Aube dorée en Grèce s'en prennent aux étrangers. En France même, les groupes fascistes ont agressé des féministes, des homosexuels, des syndicalistes étudiants et assassiné un militant antifasciste.

Pour en finir avec le nationalisme, la xénophobie et le racisme, il faut extirper le capitalisme et liquider sa république. Le premier programme ouvrier international rédigé par Marx affirmait : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie* ». (*Manifeste du parti communiste*, 1848). La première République ouvrière, la Commune de Paris de 1871, a rassemblé sous le drapeau rouge les travailleurs de toutes les nationalités contre la bourgeoisie française de la 3<sup>e</sup> République siégeant à Versailles, qui préférait la capitulation devant la monarchie prussienne à la révolution.

Toutes les organisations qui se réclament des jeunes et des travailleurs doivent exiger :

- Arrêt des destructions de camps des Roms ! Emplois et logements décents pour tous les travailleurs, français et étrangers ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Fermeture des centres de rétention !
- Abrogation de toutes les dispositions contre les travailleurs et les étudiants étrangers ! Liberté de circulation et d'établissement des travailleuses, des travailleurs, de leurs familles, des étudiants ! Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !
- Autodéfense des manifestations, des locaux, des quartiers contre la police et les fascistes ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

27 octobre 2013